

Pouvoir adjudicateur
Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé – ANSM
143/147 Boulevard Anatole France - 93200 Saint-Denis CEDEX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES « C.C.T.P »

**MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE
PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)
DANS LES CADRE DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU SITE
DE SAINT-DENIS DE L'ANSM**

1. GENERALITES

1.1 Présentation

L'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) est un établissement public sous tutelle du ministère de la Santé. Elle est chargée d'évaluer, contrôler et surveiller les médicaments et produits de santé en France, tout au long de leur cycle de vie.

Ses actions visent à garantir la sécurité des patients et à encadrer l'accès à l'innovation.

Elle dispose de trois sites : Saint-Denis (siège), Lyon et Vendargues

1.2 Lieu d'exécution

ANSM - site de Saint-Denis

143/147, Boulevard Anatole France, 93285 SAINT DENIS CEDEX (dit site Pleyel)

1.3 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relative à une opération de travaux de réhabilitation du site de Saint-Denis.

La mission du coordonnateur SPS (sécurité et protection de la santé) est de veiller à la mise en œuvre de mesures de prévention des risques professionnels et d'arrêter les mesures générales de prévention en concertation avec le maître d'œuvre.

Le présent marché couvre les missions suivantes :

- Mission de CSPA en phase 1 : préparation du chantier
- Mission de CSPA en phase 2 : exécution des travaux

Le titulaire est informé que les rapports de repérage avant travaux ont décelé la présence d'amiante.

1.4 Intervenants

Maître d'ouvrage

ANSM

143 – 147 Boulevard Anatole France

93285 Saint – Denis cedex

Conduite d'opération / Maîtrise d'œuvre / OPC (Ordonnancement, pilotage et coordination)

La conduite d'opération, la maîtrise d'œuvre et la mission OPC sont assurées par la société IDONEIS.

Les missions confiées au maître d'œuvre sont des missions de base comprenant DIAG, APS, APD, PRO, ACT, EXE ou VISA sur EXE, DET, AOR.

Contrôle technique de construction (CTC)

La mission de CTC est assurée par un prestataire extérieur, réglementairement agréé et désigné par le maître d'ouvrage ultérieurement.

1.5 Principes fondamentaux

Le coordonnateur SPS intervient en amont et pendant la réalisation des ouvrages et jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement. Le présent marché s'articule en deux phases :

- Phase 1 : préparation du chantier ;
- Phase 2 : exécution des travaux

Outre les avis formulés tout au long de l'avancement du projet, il doit contractuellement fournir plusieurs livrables, détaillés dans le présent CCTP.

L'exécution des prestations du coordonnateur a lieu dans les bâtiments du Bénéficiaire, maître d'ouvrage.

Les obligations du coordonnateur, imposées par les textes législatifs et réglementaires pour ce type de chantier dans le cadre d'opérations de bâtiment et/ou de génie civil sont les suivantes :

- contribuer à la réduction du nombre et du degré de gravité des accidents du travail sur le chantier ;
- éviter des incidents de chantiers, des retards de travaux, des arrêts de chantiers et des injonctions etc. ;
- réduire le champ des possibilités de condamnations pénales pour les dirigeants et les salariés ;
- maîtriser les risques liés à la co-activité des entreprises ;
- assurer pour le compte du maître d'ouvrage les relations avec les organismes officiels de prévention.

De manière générale, sur l'ensemble de ses missions, le coordonnateur SPS veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention définis par le Code du travail :

- éviter les risques ;
- évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- combattre les risques à la source ;
- tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;

- prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Il appartient au coordonnateur SPS de formuler ses avis et de réaliser sa prestation sur la base de la réglementation en vigueur à la date d'obtention des autorisations administratives préalables à la construction de chacun des ouvrages dont il assure la coordination.

Le Titulaire est donc réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité des chantiers pouvant s'appliquer aux opérations prévues dans le cadre du présent contrat.

1.6 Prise en compte des nouvelles réglementations

Il appartient au coordonnateur de formuler ses avis sur la base des textes en vigueur à la date d'obtention des autorisations préalables à la construction.

Si une nouvelle réglementation apparaît postérieurement à ces dates, le coordonnateur est tenu d'informer le maître d'ouvrage sur les conséquences de ces textes.

Il en est de même pour les projets connus de réglementation ou transposition en droit interne des normes européennes.

1.7 Indications relatives aux opérations de travaux

Dans le cadre du présent marché, chaque prestation est déclenchée par l'émission d'un bon de commande.

La plupart des prestations qui sont commandées au Titulaire dans le cadre du Marché concernent des chantiers ou opérations en milieu occupé, l'activité est donc maintenue durant les travaux.

Le coordonnateur porte par conséquent une attention particulière à la nécessité de lutter contre les nuisances de chantier (bruit, poussière...) et de prévenir les risques de maladies nosocomiales. Sur ce dernier point, il veille particulièrement à l'application des préconisations du Comité de lutte contre les infections nosocomiales (CLIN) ou service équivalent.

Il prend également en compte la coactivité et les interférences entre le chantier et les activités d'exploitation sur le site, notamment la circulation des usagers, du personnel de l'établissement et des visiteurs.

1.8 Gestion des Risques

La gestion des risques est cruciale pour les travaux en site occupé. Les mesures suivantes doivent être mises en place :

- Identification et évaluation des risques potentiels avant le début des travaux.
- Mise en place de protocoles de sécurité pour protéger les travailleurs et les occupants du site.

- Planification de mesures d'urgence et d'évacuation en cas d'incident.
- Surveillance continue des conditions de travail pour s'assurer de la conformité aux normes de sécurité.

1.9 Désignation du coordonnateur

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne le coordonnateur, personne physique responsable technique pour exécuter les missions et un suppléant.

Cette équipe est formée pour la durée du marché et ne pourra être modifiée que du fait de l'indisponibilité partielle ou totale, temporaire ou définitive d'un des agents la constituant.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître de l'ouvrage.

Le coordonnateur SPS, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître de l'ouvrage.

Toute nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit disposer d'une expérience et de compétences similaires, et être acceptée par le maître d'ouvrage. En outre le titulaire fournira le CV et l'attestation de compétence du nouveau CSPS nommément proposé pour approbation du maître d'ouvrage.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à toute nouvelle personne physique désignée pour le remplacer ou lui succéder. Cette passation est incluse dans les prix.

Le passage des consignes et la transmission des documents se feront au travers d'un registre de passation ou tout autre document devant notamment comporter :

- les données d'entrées fournies par les maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre du projet et au cours de la mission (carnets de phasage, plannings d'exécution...),
- les documents réglementaires achevés et en cours (RJ, PGC, DIUO, PGCSPPS...),
- un organigramme fonctionnel de l'opération donnant une vision globale du chantier et de ses enjeux pour tous les partenaires,
- les modalités de coopération entre les CSPS des chantiers,
- le registre de synthèse des prescriptions, notamment au regard des risques relatifs aux travaux sur matériaux amiantés,
- les calendriers et rapports des réunions, des inspections et contrôles effectués et à venir,
- les comptes rendus de visites sur site,
- les comptes rendus de réunions de coordination,

- les contacts des personnes en charge du chantier, des personnes représentant la maîtrise d'ouvrage, des personnes représentant la maîtrise d'œuvre.

1.10 Modalités de présence du coordonnateur

Le coordonnateur doit assister à toutes les réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations et concernant le projet de construction.

Il lui appartient enfin de se rendre sur le chantier au moins une fois par quinzaine et chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.

2. DEFINITION ET CONDITIONS D'EXECUTION DES MISSIONS

Les missions de CSPS comprennent l'analyse de documents, la diffusion de rapports, d'avis et de conseils techniques, le contrôle du respect des normes, ainsi que des déplacements sur site(s).

2.1 Descriptif générique

La mission confiée au coordonnateur par le maître d'ouvrage est :

- celle qui résulte de l'application de la réglementation en vigueur concernant la coordination et la mission du coordonnateur de sécurité ;
- une mission de conseil du maître d'ouvrage dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé pour tous les points qui sont de leur responsabilité en vertu de la réglementation en vigueur ; à ce titre, le coordonnateur informe, en temps opportun, au besoin par écrit sur toutes ses obligations, et l'assiste, notamment pour intégrer les contraintes liées au programme et au(x) site(s) ;
- veiller à la bonne application des mesures de sécurité visant la protection des salariés et intervenants.

2.2 Autorité du coordonnateur

Il a tout pouvoir pour prendre ou faire prendre en accord avec le maître d'ouvrage toute mesure d'urgence nécessaire à la sécurité ou à la protection de la santé des travailleurs.

Le coordonnateur doit, dans l'exercice de sa mission, tenir compte des objectifs du Bénéficiaire en termes de délais, qualité et coût.

2.3 Objectifs de la mission

Au cours de sa mission, le coordonnateur met en place l'ensemble des mesures de préservation de la sécurité et de la santé des différents intervenants et du public (riverains, personnel, usagers, visiteurs...).

Le coordonnateur intervient notamment, à la demande du maître d'œuvre, dans le cadre du Code du travail.

Les objectifs du coordonnateur consistent à :

- assurer la sécurité et protéger la santé de toutes les personnes qui ont à intervenir sur le chantier de bâtiment ou de génie civil ou sur les chantiers sur l'ouvrage en cours d'exploitation
- intégrer cette contrainte en concertation avec le coordonnateur OPC (Ordonnancement Pilotage Coordination) dans la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail qui se dérouleront simultanément ou successivement
- prévenir les risques résultant d'interventions simultanées ou successives d'entreprises distinctes et prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives

Dans le cadre de ses objectifs, les tâches à exécuter consistent à :

- vérifier les dispositions prévues pour exécuter les voiries-réseaux divers initiaux ;
- élaborer le plan général de coordination ;
- constituer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- ouvrir le registre-journal de la coordination ;
- définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et vérification de la prise en compte dans les pièces écrites de leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier
- établir en concertation avec le maître d'œuvre le cahier des charges de désamiantage ou toute autre dépollution si nécessaire.

2.4 Articulation entre le coordonnateur SPS et la maîtrise d'œuvre

Le coordonnateur SPS intervient de manière autonome mais coordonnée avec l'équipe de maîtrise d'œuvre, assurée par la société IDONEIS, chargée des missions DIAG, APS, APD, PRO, ACT, EXE/VISA, DET et AOR.

Sa mission consiste à intégrer les exigences de sécurité et de protection de la santé dès la phase 1, en lien étroit avec la maîtrise d'œuvre, sans interférer avec les choix techniques, mais en veillant à leur compatibilité avec les principes généraux de prévention.

Il élabore le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Le PGCSPS finalisé devra être remis au maître d'ouvrage au plus tard au début des travaux.

Pendant toute la mission, le coordonnateur reste force de proposition auprès du maître d'ouvrage, et travaille en concertation régulière avec la maîtrise d'œuvre, sans substitution ni dépendance hiérarchique.

2.5 Déroulement de la mission et livrables attendus

Les missions proposées sont détaillées comme suit :

Phase 1 :

1. Avis sur les offres des candidats reçues dans le cadre du lot désamiantage de l'opération de travaux

Le coordonnateur SPS examine les offres des candidats reçues dans le cadre du lot désamiantage de l'opération de travaux, afin de s'assurer qu'elles intègrent les mesures de sécurité et de protection de la santé et qu'elles soient conformes à la réglementation en vigueur.

Livrable : Rapport d'avis sur les offres des candidats dans le cadre du lot désamiantage.

2. Inspection Commune avec les Entreprises

Inspection des sites et des installations avec les entreprises pour identifier les risques potentiels et discuter des mesures de prévention.

Livrable : Compte-rendu d'inspection avec une liste des mesures correctives à mettre en place.

3. Harmonisation des plans de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Harmonisation des plans de sécurité et de protection de la santé des différentes entreprises intervenantes.

Livrable : Document harmonisé des PPSPS, approuvé par toutes les parties prenantes.

4. Elaboration du plan général de coordination (PGCSPS)

Cf. article 2.7 du présent CCTP

5. Mise à Jour et Diffusion du plan général de coordination (PGCSPS)

Mise à jour et diffusion du Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Livrable : Version mise à jour du PGC, diffusée à toutes les parties prenantes.

Phase 2 :

6. Présence aux Réunions de Chantier

Participation aux réunions de chantier pour discuter des progrès, des problèmes de sécurité et des mesures correctives.

Livrable : Compte-rendu des réunions de chantier, incluant les décisions prises et les actions à mener.

7. Visites de Contrôle Inopinées

Réalisation de visites de contrôle inopinées pour s'assurer du respect des mesures de sécurité et de protection de la santé.

Livrable : Rapports de visite de contrôle, incluant les observations et les recommandations.

Le coordinateur SPS réalisera à minima une visite hebdomadaire.

8. Présence à la Réception de Chantier

Participation à la réception de chantier pour vérifier que toutes les mesures de sécurité ont été correctement mises en œuvre.

Livrable : Rapport de réception de chantier, incluant les éventuelles réserves et les actions correctives à mener

2.7 Elaboration du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) est un document obligatoire établi par le coordonnateur SPS, dès la phase 1.

Le coordonnateur SPS élabore le PGCSPS (dans le cadre de l'article R 4352-56 dans le cadre des opérations visées au R4532-1 du Code du Travail) tout au long projet.

Le coordonnateur commence à rédiger le PGCSPS dès la phase 1.

Le PGCSPS définit :

- les mesures d'organisation générale du chantier, arrêtées par la maîtrise d'œuvre, en coordination avec le chef d'établissement ;
- la répartition des mesures de coordination entre les différents lots de travaux, notamment :
 - les modalités de vérification des ouvrages provisoires par les entreprises qui en ont la responsabilité ;
 - les conditions de manutention (appareils de levage) ;

- la délimitation et l'aménagement des zones de stockage, d'entreposage et d'évacuation des différents matériaux ;
- l'utilisation des protections individuelles et collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
- les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site (l'analyse des interactions vis-à-vis de l'établissement (utilisateurs, usagers, fonctionnement, réseaux...) est effectuée en concertation avec le maître d'ouvrage) ;
- les sujétions découlant des interférences avec l'extérieur (public, visiteurs, réseaux publics...) ;
- les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;
- les consignes pour les secours et l'évacuation des personnels ;
- les modalités de coopération entre entreprises ;
- les modalités du contrôle d'accès au chantier.

Le coordonnateur est responsable de la mise à jour régulière du PGCSPS et de sa diffusion auprès des entreprises et intervenants.

2.8 Registre Journal de Coordination

Le coordonnateur SPS tient à jour un registre journal de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ou tout autre document, conformément aux articles R. 4532-38 et suivants du Code du travail.

Ce document est un support officiel destiné à :

- Enregistrer les observations du coordonnateur relatives à la sécurité,
- Mentionner les anomalies constatées,
- Suivre les actions correctives,
- Conserver la mémoire des échanges liés à la mission SPS.
- Le registre journal doit être :
- Tenu à jour tout au long du chantier,
- Consultable à tout moment par les entreprises, la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre, et les organismes de prévention (OPPBTP, CARSAT...),
- Conservé sur le chantier ou à disposition sous format numérique.
- Le coordonnateur y inscrit ses remarques après chaque visite, réunion ou événement significatif.

- Ce registre est joint au rapport final de mission SPS.

Conformément à l'article R. 4532-41 du Code du travail, le titulaire est tenu de conserver le registre-journal pendant une durée de cinq ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

2.9 Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) / rapport final

Le DIUO / rapport final est élaboré par le coordonnateur SPS durant la phase 2. Il est mis à jour pendant toute la durée du chantier et complété jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Le coordonnateur SPS élabore le DIUO prévu à l'article L 4532-16 et R 4532-95 du code du travail. Ce document rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Ce document précise notamment les dispositions prises :

- Les plans d'accès, dispositifs de sécurité pour les toitures, vitrages, machineries ;
- Les prescriptions pour les entretiens techniques (éléments en hauteur, trappes, zones confinées)
 - pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
 - pour l'accès en couverture (moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée, possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes, chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes) ;
 - pour faciliter les travaux d'entretien intérieur (ravalement des halls de grande hauteur, accès aux cabines et machineries d'ascenseur, accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire, changements ou essais d'appareillages situés en hauteur).

Il indique en outre les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à la disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

Le DIUO doit être un document facile à utiliser ; son organisation sous la forme de fiches techniques par zone et équipement avec nomenclature est souhaitée.

Le DIUO est amené à être enrichi pendant la phase d'exécution des travaux, jusqu'à la période de garantie de parfait achèvement.

Il est remis au maître d'ouvrage en version numérique exploitable et papier, au plus tard à la levée de la garantie de parfait achèvement.

2.10 Délais de transmission des livrables

Le titulaire est tenu de respecter les délais suivants pour la transmission de ses livrables contractuels :

Remise du PGCSPS	15 jours après la notification du marché
Mises à jour PGCSPS	5 jours ouvrés après modification du chantier
Rapports de visite / registre journal	sous 72h après intervention pour les visites inopinées
Rapport final fin mission / DIUO définitif	15 jours calendaires après réception sans réserve